



88 avenue Verdier, Timbre Y501 / Y502 - CS70058 - 92541 Montrouge Cedex
Permanence: bureau RJ-A 32-34 - ☎ 01.87.69.53.87
✉ dg75-syndicat-national-cfe-cgc@insee.fr - <http://cfecgcinsee.free.fr/>

La lettre de la CFE-CGC Insee

Spéciale CTSCR du 16 juin 2020

Au sommaire de «La lettre»

Préambule de Catherine Gilles.....	2
Nos représentants.....	3
Liminaire de la CFE-CGC Insee.....	3
Synthèse des échanges.....	5
Nos vœux et résultat des votes.....	7
- Plan de reprise d'activité (PRA) du White.....	7
- Mobilités des B et C.....	9
- PRA du CSM.....	11
- Suivi du projet de déménagement messin.....	11
- Suivi des RPS.....	11
- Divers.....	12
- Suivi du vœu du CTSCR de mars 2019 voté à l'unanimité.....	12

Préambule de Catherine Gilles

Bonjour à tous,

« *Il n'y a pas de vent favorable pour qui ne sait dans quel port se rendre.* »
Sénèque complété par Montaigne.

Je profite de cette lettre pour saluer tous les collègues avec qui j'ai eu plaisir à travailler depuis 41 ans à l'Insee, en SSM, en détachement au STP devenu Île-de-France-Mobilité et à la Fédération des finances CGC. C'est une tranche de vie consacrée à la statistique commencée en 1979 aux côtés de Messieurs Edmond Malinvaud directeur général et Gérard Théodore directeur de la production, direction majeure, que j'ai eu cette chance de côtoyer et auprès desquels j'ai tant appris de leur compétence, leur loyauté et leur humanité.

Après avoir connu pas moins de six directeurs et sept secrétaires généraux dont en tout deux femmes... C'est mon tour de partir donc après avoir voulu un peu changer ce petit monde de la statistique et aussi son environnement humain. Après des moments de grande solitude mais toujours l'appui de certains fidèles, c'est maintenant une équipe qui prend le relai de ce passionnant travail qui occupe plus que sa journée. Je ne pars pas tout à fait restant administrateur bénévole à l'ERAFP pour y défendre au mieux nos retraites complémentaires et référent Snadige un moment encore.

J'ai eu de grandes satisfactions à faire évoluer et améliorer nos statuts, nos procédures mises à mal aujourd'hui, et nos conditions de travail et surtout fait de très très belles rencontres. J'ai eu la chance aussi de connaître de nombreux projets et réalisations dans des secteurs aussi variés que le logement, la justice, les transports et à l'Insee : Sirene, les statistiques d'état civil, les enquêtes, l'emploi et les revenus et l'indice des prix qui marque tous ceux qui y ont passé du temps, secteur que j'ai toujours suivi, indicateur de conjoncture majeur avec lors de mon passage une redocumentation complète dont le *best seller* pour comprendre l'indice des prix, la création de l'inflation sous-jacente, de l'IPCH pour les critères de Maastricht et l'arrivée de l'Euro et le changement de base 1998 !!!

Mais c'est encore militante au syndicat depuis 40 ans et permanente depuis 5 ans, avec oh combien de CT, CTR, CAP, CTSCR, que j'ai le plus appris d'abord le droit du travail dans la fonction publique et ses variantes...à l'Insee et surtout la relation humaine, l'écoute des autres, la patience, la négociation, la persévérance et le soutien à ceux qui en ont besoin très nombreux. Il y a beaucoup à faire en cette période de réforme et de réflexion en tous genres pour replacer l'humain et le bien être véritable progrès au coeur des préoccupations.

Au revoir et bonne continuation.

Catherine GILLES, vice-présidente de la CFE-CGC Insee

(présidente de l'UGA de 1994 à 2004, du Snadige-CGC de 2006 à 2017 et de la CFE-CGC Insee de 2017 à 2019)

Nos représentants

Martine BOUCHEREL et Catherine GILLES (élues CFE-CGC Insee),

Éric SAINT-ALBIN (élu suppléant, expert CFE-CGC Insee)

Liminaire de la CFE-CGC Insee

Lue par Catherine Gilles.

« Mme la Secrétaire générale,
Mmes et MM. les membres du CTSCR,

Nous nous réunissons pour le premier CTSCR de l'année 2020 et le premier avec vous Mme la Secrétaire générale et le dernier pour moi après 10 années comme élue au CTSCR... Pour nous voilà donc l'occasion de vous rappeler dans quel état d'esprit travaille la CFE-CGC Insee première organisation syndicale de la DG et du centre de Metz avec 2 sièges sur 8. La CFE-CGC Insee est une force de proposition constructive pour un résultat gagnant-gagnant. Représentant en particulier l'encadrement mais pas seulement, représentative dans toutes les CAP de A et A+, nos critiques et observations ne servent que l'intérêt commun et sans opposer les uns contre les autres. Le bien-être au travail et le sens donné aux actions est notre leitmotiv pour plus d'efficacité collective. Mais nous ne pouvons pas nous féliciter d'un dialogue social serein à la DG ou à Metz. Les dossiers et sujets s'accumulent ou sont toujours en cours que ce soit le déménagement du CSM, le site de secours, le Duerp-PAP, les RPS qui se développent et la surcharge de travail des encadrants notamment, ou encore les problèmes bâtimentaires à White. Bien évidemment vient s'ajouter le sujet qui nous a tous mobilisés et n'a pas fini encore de le faire à savoir la pandémie puisqu'il va falloir désormais vivre avec, le confinement et le déconfinement et ses conséquences sur les agents et sur les travaux. Nous vous remercions du suivi régulier organisé par vous-même au niveau national qui a permis une bonne circulation de l'information mais celle-ci est restée dans un petit cercle et des agents ont été perdus. Nous déplorons avant tout les nombreux malades et hélas le décès de notre collègue en Guadeloupe qui avait travaillé à la DG il y a quelques années.

Nous regrettons encore et toujours une certaine impréparation des CTSCR et l'absence encore malgré les engagements et l'actualité du MP et de l'ISST pas prévenus ou absents on ne sait pas? Ou encore du Sep qui gère le bâtiment. Le suivi des vœux a du être réclamé, le compte rendu à valider pour la 3ème fois non transmis, etc.

La médecine de prévention dont nous avons tant parlé à la CFE-CGC depuis des années par anticipation sur ce qui pourrait se passer, est devenue depuis quelques années à l'Insee DG une véritable caricature : le départ de l'infirmière abandonnée au Fairway, les démissions successives depuis 5 ans de médecins de prévention, l'absence totale puis maintenant un médecin à temps très partiel sans même connaître ses vacances et absente au moment de la reprise. Ce n'est pas une critique contre elle, mais elle est à coup sur débordée et ceci est révélateur d'une situation de tensions permanentes.

Il est certain tous les spécialistes sont d'accord sur un point la pandémie et le confinement laisseront des séquelles à de très nombreux agents et aux organisations, et durablement. Il va falloir accompagner, rassurer, remonter la pente, être attentifs et plus humains que jamais et surtout ne pas être dans le déni.

Fait marquant, le télétravail s'est développé par nécessité durant toute cette période. Nous n'avions pas manqué de dire avant la phase 2 qu'il était nécessaire d'équiper en postes nomades tous les agents qui en faisaient la demande. La CFE-CGC Insee se félicite d'avoir oeuvré pendant plus de 10 ans pour sa mise en place à l'Institut enfin obtenu il y a deux ans fort heureusement sinon l'Institut aurait peu fonctionné et ses agents auraient été en danger. La preuve a été faite que le télétravail est bien du travail et que même pour beaucoup la charge de travail est augmentée du temps de transport et au-delà. Il faut aussi trouver la limite au respect de la vie privée et travailler dans de bonnes conditions matérielles et d'environnement, la garde des enfants a été et reste encore un sujet de préoccupation. Une ASA garde d'enfant n'est pas faite pour donner du travail comme on a pu le voir écrit, le télétravail est fait pour cela. Une réflexion va être conduite sur le télétravail à l'Insee avec la nouvelle circulaire, elle est nécessaire aussi particulièrement à la DG où les temps de transports sont très importants, les conditions de transport actuelles et à venir prochainement à risques et le bâtiment White un peu trop étroit dès le départ ce qui va poser des problèmes de distanciation. On ne pourra pas faire l'économie de plexiglass dans les bureaux à forte occupation pour le retour complet des agents. Il faut aussi repenser les organisations et les lieux d'échanges et de collectifs pour le travail en présentiel. Le bâtiment a des atouts et menacer de fermer le patio car les gestes barrières ne sont pas respectés est une aberration comme une punition inadaptée car le patio est justement hors confinement et nécessaire pour s'aérer. Il faut aussi faire respecter ses gestes : distanciation, masques et lavages des mains et ce n'est pas aux agents de faire la police.

La CFE-CGC souhaite redire combien l'organisation de Sesam est incompréhensible pour le commun des mortels, compliquée à loisir et inefficace pour nous, il suffit de voir le schéma de l'Intranet. Les sujets traités sont des sujets sensibles et touchent de près les agents ce qui génère des tensions et développe des RPS. L'écoute, l'efficacité et la clarté d'organisation devraient être la règle dans cette entité qui n'est pas en proximité .

A titre d'exemple et avec le recul quel intérêt d'avoir passé une année de dialogue social sur le RI en 2019 pour nous occuper en voyant ce qu'on en a fait en période de crise : de la rigidité totale on est passé à une grande souplesse. Les managers et les agents ont montré leur réactivité et pris leurs responsabilités comme le DG s'en félicite et nous le notons avec satisfaction.

Ce sujet du Duerp-PAP et surtout "PAP" c'est-à-dire ACTIONS, est pour nous essentiel. Il n'a pas été fait aux moments les plus cruciaux pendant le déménagement à White et le confinement a dû grandement amputer l'exercice DG 2020. Il va falloir a posteriori capitaliser sur ce qui s'est passé car ce sont des périodes à risque par définition qui laissent durablement des traces et qui peuvent se reproduire. Ce serait bien qu'il puisse cette année ne pas être rejeté à nouveau au CHSCT-C faute de réflexions partagées sur les actions, mais nous n'avons rien pour le moment.

Nous redisons notre inquiétude sur le traitement des mobilités suite aux LDG telles que rédigées à l'Insee. Plus aucune information aux organisations syndicales en amont des décisions. Nous maintenons à la CFE-CGC que ce n'est pas l'esprit de cette loi et que d'autres directions du ministère ont beaucoup plus associé les OS et compris l'intérêt de chercher ensemble des solutions à des situations difficiles qui nous sont relayées et l'utilité de l'action syndicale a été démontrée sur des dizaines d'années à l'Institut. Notre espoir est bien de les voir évoluer dans ce sens car nous verrons rapidement que se priver de ces échanges était une erreur. Ceci ne met pas en cause bien sûr les bonnes volontés et la bonne écoute des CPP.

Aucune information sur le déménagement sans date du CSM dans ce CTSCR, projet prévu depuis 2008! Et toujours un dialogue social inexistant et aucun retour aux syndicats du CTSCR comme engagement avait été pris, juste le PRA.

Nous souhaitons aussi vous alerter sur la surcharge des managers (chefs de division et de section) pointée dans le DUERP et la très grande conscience professionnelle des agents et en particulier de l'encadrement qui permet la sortie des travaux quoiqu'il arrive, mais la limite est souvent dépassée et le débordement sur la vie privée ne peut continuer ainsi, il est aussi préjudiciable encore une fois à la parité et laisse de nombreux agents sur le côté, la période de confinement n'a fait qu'aggraver la situation et il est nécessaire d'avoir une assistance de véritables experts externes en psychologie du travail pour soutenir et poursuivre les actions en plus des moyens actuels.

Merci de votre attention. »

Synthèse des échanges

L'ordre du jour portait sur le plan de reprise d'activité (PRA) et la campagne de mobilité des agents B et C.

La secrétaire générale a souhaité maintenir ce CTSCR, malgré la demande tardive de certaines OS, ce que nous approuvons étant donné l'absence de dialogue social depuis le début de l'année en CTSCR. Les modalités de reprise doivent être discutées maintenant et non à la rentrée qui sera chargée.

Le compte-rendu notamment d'avril 2019 n'avait toujours pas été validé malgré des sujets graves évoqués nous avons obtenu de le valider à ce CTSCR enfin !

Nous avons rappelé notre désapprobation des LDG à l'Insee totalement minimalistes qui réduit à néant les dispositifs mis en place pour la mobilité de B et C à la DG en termes de dialogue et examen des situations complexes ou difficiles qui étaient gagnant-gagnant pour les agents et les services, c'est devenu l'opacité organisée !

Nous avons rappelé notre demande de bilatérale faute de réunion avec toutes les OS il nous a été répondu le contraire de ce qui s'est réellement passé pour les A c'est possible avec l'accord des intéressés. En fait rien ne nous interdit de faire remonter un sujet concernant un problème d'agent qui nous demande d'intercéder. C'est bien le rôle même des organisations syndicales. Encore faut-il avoir ces rendez-vous, visiblement à périmètre variable !

Nous aurons bien nous a-t-on dit les candidats en début de campagne et les choix des candidats.

Nous sommes très inquiets du nombre de postes très importants restés vacants en fin de campagne. Il doit y avoir un arbitrage en amont avec suppression de travaux ou postes car le travail ne doit pas être reporté sur les autres.

Nous soulignons de plus que ceci se cumule avec les nombreux postes vacants aussi en A suite à une erreur d'anticipation de départs en 2020 et avant confinement !

Nous avons relancé dans nos vœux les nombreuses demandes, acceptées mais sans effet, sur le suivi de la crise et des retours sur site à l'Insee White. Toujours rien à ce jour donc « cause toujours »...

Nous déplorons toujours la frilosité de l'Institut pour appliquer le droit de la fonction publique sur le télétravail pourtant en confinement on est allé jusqu'à 5 jours dans les pires conditions. C'est incohérent et nous avons toujours un métronome de retard ! La charte de dispositif transitoire en cas de crise sera examinée au CTR ce qui permettra d'encadrer mieux cette situation mais pourquoi 2 jours au lieu de 3 !

Toujours pas le détail des équipements on prétend que tous ont été équipés mais quand ? Et est-ce bien certain nous émettons des doutes ?...Des améliorations ont été apportées au réseau car il y avait de véritables dysfonctionnements au départ confirmés par nos représentants au CSM on ne peut le nier. De plus, nous avons appris que certains travaux non prioritaires avaient des accès dégradés ! On aurait apprécié d'en être informé.

Le Duerp-PAP est reporté. Mais à quoi sert cet exercice de recensement des risques qui n'est pas opérationnel en temps de risques !

Il y aura un audit du process d'information à Bercy déjà une certaine autosatisfaction à la DG...

Pour nous un peu trop de messages, pas assez de support simple pour tous au retour des agents.

Nous avons redit l'intérêt de l'outil Pros-Consulte d'assistance psychologique aux personnes qui doit perdurer compte tenu des RPS, certains qui vont se révéler dans les prochains mois.

Toujours une grande pénurie côté médecin de prévention et absence d'infirmière désormais le médecin bien présent au GT du CTSCR a confirmé essayer de rattraper le retard mais ne peut pas faire l'impossible face aux nombreuses demandes et suivi d'agents en difficulté de plus en plus nombreux.

Les encadrants ont été très sollicités pendant le confinement suivi des équipes à distance sans intrusion mais souci du contact et difficulté à réaliser certains travaux notamment en présentiel dont nous n'avons toujours pas la liste, les retards à rattraper et le manque d'accès à certaines applications.

Un premier CTSCR d'écoute certes et d'échanges mais peu de réponses nous verrons vite dans les mois qui viennent si les promesses sont tenues.

Nos vœux et résultat des votes

- Plan de reprise d'activité (PRA) du White

Voeu n°1

« Les élus en CTSCR proposent que la salle des syndicats RJA129 soit rebaptisée "Mathurine Virginie" en mémoire de notre collègue syndicaliste décédée du Covid19 en pleine activité pour se rappeler cette période éprouvante. Elle était dynamique tournée vers les autres, a travaillé à la DG aux services généraux dans des conditions pas faciles venant de l'extérieur de l'Insee et des Antilles. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
4 (CFE-CGC, CFDT)	4 (CGT, FO, Sud)		

Voeu n°2

« Les élus en CTSCR déplorent une fois de plus l'absence du médecin de prévention et de l'ISST à ce CTSCR et demandent qu'au prochain CTSCR leur participation comme la direction s'y était engagée. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
unanimité			

Voeu n°3

« Les élus en CTSCR demandent lors du retour à White des agents un accompagnement sans pression préparé en amont avec la hiérarchie pour tenir compte des situations personnelles des agents, sans interférence d'autres entités. Ils demandent que soit fournie une information complète par les services de DCVCT sur l'organisation à White (petit fascicule, mesures préventives, self et cafétéria, circulation, services d'assistances etc sans avoir à aller les chercher chacun sur l'intranet). Ils signalent quelques anomalies à corriger dans les sens de circulation proposées. Il n'y a toujours pas de pièce indiquée en cas de suspicion de malade sur site ni de procédure à suivre et les bureaux bulle par définition de passage ne doivent pas servir de salle de réunion »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
2 (CFE-CGC)		6 (CFDT, CGT, FO, Sud)	

Voeu n°4

« Les élus en CTSCR demandent la mise a disposition de gel en plus grande quantité et lieux ou mieux individuel, des produits nettoyant pour le poste de travail. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
unanimité			

Voeu n°4 bis

« Les élus en CTSCR demandent le port du masque dans les déplacements hors bureau au minimum. Ils demandent aussi que soient fournis rapidement des masques en tissu lavables avec élastique beaucoup plus pratiques et durables que ceux fournis actuellement. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
6 (CFE-CGC, CFDT, 1 CGT, FO)		2 (1 CGT, Sud)	

Voeu n°5

« Les élus en CTSCR demandent la liste des vacances du médecin de prévention et déplorent l'absence d'infirmière permanente comme cela a été des années durant et qui permettait sur place un soutien reconnu et apprécié des agents, et aussi la reprogrammation des visites obligatoires quinquennales ou amiante. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
unanimité			

Voeu n°6

« Les élus en CTSCR demandent que le patio ne soit surtout pas fermé faute de respect des consignes comme il est indiqué dans le papier fourni aux agents alors même que les espaces communs sont limités par les règles de distanciation et que le patio constitue un lieu déconfiné permettant de s'aérer. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
unanimité			

Voeu n°7

« Les élus en CTSCR réitèrent leur demande de postes comprenant des fonctions non télétravaillables, et le nombre par direction et la liste des personnes présentes sur sites par jour, comme ils sont en droit de le demander pour leurs actions syndicales. Et par ailleurs ils demandent le nombre d'agents ayant bénéficié d'ASA garde d'enfants, de CM, et le nombre de jours de congé pris pendant le confinement par Direction. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
2 (CFE-CGC)	2 (CFDT)	4 (CGT, FO, Sud)	

Voeu n°8

« Les élus en CTSCR demandent que le Duerp-PAP qui nécessite justement de recenser les risques soit rapidement réactivé et déplore le manque d'opérationnalité de l'exercice pour les moments cruciaux comme cela a été au moment du déménagement à White ou encore de la pandémie. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
unanimité			

Voeu n°9

« Les élus en CTSCR demandent que des actions soient enfin conduites comme demandé depuis l'arrivée à White pour organiser à l'instar de Bercy des modes de garde d'enfants à proximité (Montrouge, Malakoff, etc). »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
7 (CFE-CGC, CFDT, CGT, Sud)	1 (FO)		

- Mobilités des B et CVoeu n°10

« Les élus en CTSCR demandent comme pour la campagne des A, des données détaillées en fin de campagne sur :

- Le nombre de mobilités formulées et leur ancienneté.
- Le nombre de postes ouverts à la PEP.
- Le nombre de mobilités suite à poste supprimé avec la liste de ces postes.
- La distribution du nombre de choix de postes par direction proposés, pourvus et restés vacants par grade.

- Le tableau croisé des rangs de choix de l'agent et des directions.
- Le nombre de refus de mobilités par cause.

Et demandent que la notification prévoie comme attendu le motif du refus et les modalités de recours et la présentation de l'outil applicatif de suivi de la transparence. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
unanimité			

Voeu n°11

« Les élus en CTSCR demandent que les entretiens prévus dans la charte notamment au bout de 5 ans soient effectivement proposés. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
2 (CFE-CGC)	4 (CGT, FO, Sud)	2 (CFDT)	

Voeu n°12

« Les élus en CTSCR demandent un accompagnement particulier des agents qui sont arrivés récemment au cours de la période de crise sanitaire compte tenu de la difficulté particulière d'intégration»

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
unanimité			

Voeu n°13

« Les élus en CTSCR demandent que les céfiliens puissent changer de poste au bout d'un an étant donné leur répartition dans les grandes directions, pas forcément selon leur choix. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
7 (CFE-CGC, CFDT, CGT, Sud)	1 (FO)		

- PRA du CSMVoieu n°14

« Les élus en CTSCR demandent l'harmonisation des règles sanitaires entre le CSM et la DG dans le sens d'un maximum des précautions : il y a actuellement beaucoup d'incohérences inexplicables : torchons, kit de nettoyage, masque gel, kitchenette et frigos et distributeurs, le ménage, etc. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
6 (CFE-CGC, CFDT, CGT)		2 (FO, Sud)	

- Suivi du projet de déménagement messinVoieu n°15

« Les élus en CTSCR demandent un point sur la mise en place du site de secours et sur la recherche du site de remplacement des *shelters*. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
unanimité			

Voieu n°16

« Les élus en CTSCR demandent une information complète sur le projet de déménagement du CSM. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
7 (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO)		1 (Sud)	

- Suivi des RPSVoieu n°17

« Les élus en CTSCR demandent le maintien d'une prestation externe de soutien en psychologie du travail pour aider à la prévention des risques psychosociaux notamment de l'encadrement. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
7 (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO)		1 (Sud)	

- DiversVoeu n°18

« Les élus en CTSCR réitèrent leur demande de mise à jour de l'annuaire qui comporte de très nombreuses anomalies. »

POUR	CONTRE	ABST.	NPPV
7 (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO)		1 (Sud)	

- Suivi du vœu du CTSCR de mars 2019 voté à l'unanimitéVoeu n°19

« Le vœu N° 27 de la CFE-CGC, voté à l'unanimité des présents au CTSCR du 21 mars demandant la saisine du CHSCT-C suite au suicide de notre collègue de la DG, et rappelé au CTSCCT d'octobre 2019 (vœu N°23), n'a pas été suivi d'effet contrairement au règlement intérieur du CTSCR alinéa 4 de l'article 3. Les élus du CTSCR demandent que celle-ci soit faite incessamment. »

Juillet 2020.



Adhérez à la CFE-CGC de l'Insee!

Pour donner à la CFE-CGC Insee les moyens de poursuivre son action, pour soutenir un syndicat constructif et force de propositions qui défend les valeurs d'humanisme, de responsabilité, de reconnaissance de la qualité professionnelle et des missions de service public, envoyez votre cotisation par chèque à l'ordre de la CFE-CGC de l'Insee à :

Madame la Trésorière de la CFE-CGC Insee
Timbre Y501-502 - bureaux RJ-32-34
88, avenue Verdier - 92541 Montrouge Cedex

Les tarifs :

- stagiaires	25 €
- première adhésion et retraités B et C	50 €
- première adhésion et retraités A	75 €
- adjoints administratifs, contrôleurs, contractuels B et C	90 €
- attachés statisticiens, contractuels A	100 €
- attachés principaux, chefs de mission, att. hors classe, administrateurs	120 €
- administrateurs hors classe, inspecteurs généraux	150 €

Rappel : les 2/3 de la cotisation font l'objet d'un **crédit d'impôt sur le revenu** sur justificatif du trésorier ; la cotisation peut donner accès à une assistance juridique et psychologique pour prévenir les risques psycho- sociaux de l'adhérent et de sa famille.

Bulletin à joindre à votre chèque :



BULLETIN d'ADHÉSION 2020 à la CFE-CGC Insee

NOM, Prénom :

Corps et grade :

Adresse professionnelle :

.....

N° de téléphone :

Adresse mél (informations, attestation fiscale) :

.....

Adresse personnelle (facultatif):

.....

Je souhaite participer activement à la vie du syndicat (facultatif)